



cyberpresse.ca

Vous êtes témoin d'un événement

Publié le 27 février 2009 à 00h28 | Mis à jour à 00h36

Un outil pour combattre la toxicomanie au secondaire

[LeDroit](#)

Le Droit

Un programme gratuit de consultation en milieu scolaire visant à réduire la toxicomanie chez les élèves des écoles secondaires d'Ottawa a vu le jour hier.

Selon un sondage mené par le Centre de toxicomanie et de santé mentale, près de 15 % des élèves du secondaire de l'Ontario présentent des symptômes liés à une consommation abusive de drogues ou d'alcool.

Dans le but d'aider les élèves à contrer et à prévenir la toxicomanie, les quatre conseils scolaires d'Ottawa, dont le Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario et le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est, se sont associés au Réseau local d'intégration des services de santé de Champlain, à Santé publique Ottawa, au projet r.é.p.a. et à OCRI.

Conseiller en toxicomanie

Le programme prévoit les services d'un conseiller en toxicomanie chevronné qui passera deux jours par semaine, en moyenne, dans chaque école secondaire participante au sein des quatre conseils scolaires. Parmi les services offerts, il y aura l'identification des élèves à risque, des évaluations individuelles, des consultations personnelles en matière de toxicomanie, une formation du personnel des écoles, une éducation et un soutien pour les parents, un aiguillage vers des services auxiliaires, au besoin, ainsi que d'autres initiatives d'éducation et de prévention de la toxicomanie à l'intention des élèves.

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

School boards team up to fight addictions

\$1-million-a-year joint program to put counsellors in schools, identify youth at risk

BY JOANNE LAUCIUS, THE OTTAWA CITIZEN FEBRUARY 27, 2009

Ottawa's four school boards have introduced a \$1-million-a-year counselling program aimed at helping students with addictions.

"This is huge," said James McCracken, director of education at the Ottawa Catholic School Board.

"If we have a student who is hung over, drunk or stoned, there's no point buying textbooks. It's not a societal problem. It's our problem."

Under the new program, substance abuse counsellors will spend an average of two days a week at each participating high school in the Catholic and public school boards and the two French-language boards. So far, almost three-quarters of the city's high schools have teams in place.

Counselling will be free and confidential. It will help identify students at risk for addictions, as well as offering assessments, training for school staff and support for parents. Educators expect that fewer addictions will reduce the drop-out rate in high schools and improve student success.

The key is that students will be able to get treatment in their own school, said Mr. McCracken.

"We have schools that are not urban schools. We know when students are referred to addiction counselling downtown, they don't go," he said.

In a statement, Ottawa police Chief Vern White said school-based programming "is a vital step in addressing illicit drug and alcohol use before they pose serious health risks, or result in other negative consequences."

According to a Centre for Addiction and Mental Health study, almost 15 per cent of Ontario high school students have reported symptoms of a substance-abuse problem.

A plan to spend \$1 million a year on addictions outreach and counselling in schools was among the measures outlined last June around the announcement of provincial funding to help create a long-awaited residential drug treatment centre for youth.

In all, provincial funding adding up to \$3.2 million a year was announced last June, plus a major fundraising initiative that has become known as "project s.t.e.p.," which stands for support, treatment, education and prevention.

Mr. McCracken said the Catholic board has had a school-based counselling program at some high schools for more than five years. The counsellor, contracted out from the Rideauwood Institute, an out-patient addictions program, spent a day-and-a-half a week at each participating school.

The program began with six of the Catholic board's 15 high schools and was expanded to eight schools. Last year, about 300 students were referred to the program. About 200 received active counselling, said Mr. McCracken.

"Our evidence is anecdotal. But so far, parents have come forward and said, 'This is helping my kid'," he said.

"We've had parents come to the board table and cry. A whole family suffers when this happens."

The expanded program will be run with community partners including the Champlain Local Health Integration Network; Ottawa Public Health; OCRI, the city's economic development corporation; and project s.t.e.p, which is managed by the United Way.

Earlier this month, Health Canada announced a \$1-million commitment over four years to project s.t.e.p. The money put the campaign over the halfway mark in reaching a goal of \$6 million.

"We've all heard that it takes a village to raise a child," said Mr. McCracken. "This is evidence that it takes a village to save a child's life."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

LE BLOGUE DE
MARIE-CLAUDE LORTIE
cyberpresse.ca GARDEZ LE FIL

Jeudi, 10:46
Une crise qui fera un bon ménage

cyberpresse.ca

leSoleil Espace maintenant disponible
Contactez votre représentant
418.686.3435

Publié le 27 février 2009 à 05h00 | Mis à jour à 05h00

Deux vastes études américaines révèlent que la récréation aide à mieux réussir à l'école



Des pédiatres ont comparé le comportement en classe d'environ 11 000 jeunes Américains âgés de huit et neuf ans. Résultat : ceux qui ont droit à plus de 15 minutes de pause sont beaucoup plus attentifs que ceux qui ont une récréation plus courte ou aucun moment de répit.
Photothèque Le Soleil



Daphnée Dion-Viens
Le Soleil

(Québec) Pour réussir à l'école, mieux vaut ne pas manquer la récré. Deux études américaines publiées récemment démontrent que la récréation pourrait être aussi importante que les cahiers d'exercices. Le jeu et l'activité physique influencent le comportement, la concentration et même... les résultats scolaires.

Selon une étude publiée en février dans la revue *Pediatrics*, la récréation rend les élèves plus disciplinés. Des pédiatres ont comparé le comportement en classe d'environ 11 000 jeunes Américains âgés de huit et neuf ans. Résultat : ceux qui ont droit à plus de 15 minutes de pause sont beaucoup plus attentifs que ceux qui ont une récréation plus courte ou aucun moment de répit.

Une autre étude, publiée le mois dernier dans *The Journal of School Health*, démontre par ailleurs que l'activité physique peut avoir une influence jusque dans le bulletin. Dans le cadre de cette recherche, les résultats scolaires de 1800 élèves de quatrième année, de sixième année et de deuxième secondaire ont été comparés en fonction de leur niveau d'activité physique. Plus les élèves font de l'activité physique, plus les résultats augmentent, constatent les chercheurs de Harvard qui ont effectué l'étude. Encourager l'activité physique à la récréation ou à l'extérieur des périodes de classe peut avoir un effet sur la réussite scolaire, concluent-ils.

Ces résultats n'étonnent pas Égide Royer, professeur à l'Université Laval rattaché au Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire. «La récréation permet à l'enfant de faire de l'activité physique, de s'oxygéner le cerveau et, surtout, de décrocher pendant un moment. C'est très important, surtout pour les garçons», rappelle M. Royer.

Milieu plus sensibilisé

Au Québec, il y a quelques années, des écoles de la région de Montréal avaient aboli la récréation de l'après-midi à cause de problèmes de violence dans la cour d'école et sous prétexte qu'il était trop long d'habiller les enfants pour les amener jouer dehors. Une pratique qui est peut-être moins courante aujourd'hui, estime-t-il, puisque le milieu scolaire est davantage sensibilisé par les problèmes d'obésité et l'importance de bouger. M. Royer rappelle par ailleurs que priver un enfant de récréation pour le punir d'avoir été turbulent n'est vraiment pas la bonne solution.

Selon l'article 17 de la Loi sur l'instruction publique, les élèves du primaire doivent bénéficier d'une période de détente le matin et l'après-midi. Mais la Loi n'oblige pas nécessairement les enseignants à amener leurs élèves jouer dehors, puisque la pause pourrait aussi être prise à l'intérieur, dans la classe.

Avec les statistiques démontrant que les jeunes passent de plus en plus de temps le nez rivé à un écran, l'activité physique à l'école devient encore plus importante, ajoute M. Royer. Selon une étude du Réseau éducation médias, un élève de sixième année passerait chaque soir près de trois heures dans Internet, que ce soit pour clavarder, surfer dans le Web ou combattre des monstres imaginaires.



cyberpresse.ca

COMMENT COTISER PLUS QUE VOS DRO

Publié le 27 février 2009 à 06h19 | Mis à jour à 06h21

Fini le micro-ondes à l'école: des parents outrés



Archives La Presse

Ariane Lacoursière
La Presse

Des écoles de la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB) dans l'ouest de Montréal sont en train de retirer les micro-ondes de leur cafétéria, car la gestion des appareils est devenue trop complexe. Furieux, les parents estiment que cette décision nuira à l'alimentation de leurs enfants.

«Il faudra se servir d'un thermos à qualité douteuse ou revenir au sandwich rempli de sulfites et de nitrites», dénonce un parent qui a joint La Presse.

C'est une lettre envoyée au mois de novembre par le Service de nutrition

de la commission scolaire qui a déclenché la vague de retrait.

Le communiqué expliquait aux directions d'écoles les «règles de sécurité» à suivre avec les micro-ondes afin «d'éviter les intoxications alimentaires».

La lettre mentionnait que «l'utilisation du thermomètre digital est essentielle pour vérifier la température des aliments réchauffés».

Le communiqué précisait que «les aliments doivent être réchauffés à 74°C et qu'ils doivent ensuite être «maintenus chauds à 60°C ou plus jusqu'à ce que l'élève les consomme».

Service fort populaire

Dans les écoles primaires, des surveillants ont la responsabilité de faire chauffer les plats des enfants. Le service est fort populaire. Chaque adulte affecté à un micro-ondes peut réchauffer jusqu'à 15 repas par dîner.

Jugeant qu'il était impossible de respecter les demandes de la commission scolaire quant à la température des aliments, certaines écoles ont préféré cesser l'utilisation des micro-ondes.

En novembre, l'Académie Saint-Clément a envoyé une lettre aux parents annonçant qu'elle n'offrirait plus ce service dès le mois suivant. L'école primaire de Beaconsfield a quant à elle annoncé qu'elle retirera les appareils à la fin de l'année. Elle encourage entre-temps les parents à ne plus envoyer de plats à chauffer.

Fâchés, plusieurs parents se sont plaints au Comité central de parents de la CSMB.

Pour rectifier la situation, la commission scolaire a publié un deuxième communiqué, en janvier. Celui-ci mentionnait qu'il «n'est pas nécessaire de prendre la température de chaque repas (chauffé au micro-ondes). On peut prendre la température de quelques plats, au hasard».

La directrice des communications de la commission scolaire, Brigitte Gauvreau, explique que le communiqué visait à rassurer les directions d'école. «On nous avait fait part de plusieurs préoccupations par rapport à l'utilisation des micro-ondes. Nos nutritionnistes ont donc diffusé l'information pour rassurer les directions d'école sur la salubrité des aliments», dit Mme Gauvreau.

Selon elle, l'utilisation des thermomètres n'est pas obligatoire. «Il faut seulement que les adultes qui gèrent les micro-ondes s'assurent que chaque repas, qu'il soit congelé ou non, ait une cuisson adéquate», dit-elle.

Malgré la publication de précisions, d'autres écoles ont décidé de retirer leur micro-ondes. Mme Gauvreau assure que seuls quelques établissements ont décidé d'arrêter de réchauffer des dîners et que cette décision ne relève pas de la commission scolaire.



cyberpresse.ca

emoin

Publié le 27 février 2009 à 00h08 | Mis à jour à 00h13

La capacité bilingue d'Ottawa est en jeu



Archives, LeDroit



Paul Gaboury
Le Droit

Le renouvellement de la fonction publique constitue une excellente occasion pour le gouvernement Harper de renforcer la capacité bilingue des fonctionnaires et d'améliorer la prestation des services au public.

Et les récents changements annoncés dans la gouvernance des langues officielles au sein du gouvernement fédéral devraient l'inciter à démontrer un leadership plus ferme dans ce dossier.

C'est l'avis exprimé hier par le Commissaire aux langues officielles, Graham Fraser, lors de sa comparution devant le comité des langues officielles.

En cette 40e année de l'adoption de la Loi sur les langues officielles, le commissaire Fraser souligne qu'il entend prêter attention au dossier des langues officielles dans la fonction publique fédérale, en particulier en raison du départ graduel d'une génération de fonctionnaires et de l'arrivée d'une nouvelle.

Mais la capacité de la fonction publique de relever ce défi important risque de devenir une source d'inquiétudes si le recrutement et la formation des nouveaux employés sont effectués sans tenir pleinement compte des besoins en matière linguistique. L'abolition de l'Agence de la fonction publique et le transfert de ses responsabilités touchant les langues officielles au Conseil du Trésor soulève toujours des questions.

« On ne connaît pas encore la place que tiendra à l'avenir le dossier des langues officielles dans cette organisation. J'espère toutefois que nous verrons des changements qui viseront à améliorer le rendement du gouvernement fédéral à l'égard de ses obligations linguistiques ainsi qu'un leadership plus ferme de la part du Conseil du Trésor dans ce domaine », a déclaré le commissaire Fraser.

Forces armées

Ce dernier a par ailleurs souligné qu'il poursuit présentement une vérification de la formation offerte par les Forces armées. « Mon personnel s'est rendu dans de nombreux lieux de formation au cours des derniers mois. Vous devriez recevoir un rapport de ma part au cours de la prochaine année », a-t-il précisé.

Il en a profité toutefois pour dire que des familles de soldats francophones de la base d'Edmonton s'étaient plaintes récemment du peu de services offerts en français par le centre d'aide aux familles. « Nos soldats à l'étranger pour de longues périodes ne devraient pas avoir à se demander si les membres de leur famille ont accès aux services de soutien auxquels ils ont droit dans leur langue. Selon moi, cette situation peut avoir des répercussions opérationnelles sérieuses et j'entends suivre le dossier de près. »

Le témoignage du député libéral de Madawaska-Restigouche au Nouveau-Brunswick, Jean-Claude D'Amours, n'a pas manqué de soulever l'attention des membres du comité et du commissaire.

Lors d'un voyage à Winnipeg où il avait été retenu pour une fouille routinière, le seul employé des douanes capable de lui parler en français l'avait interpellé pour lui demander s'il désirait « un massage ». C'est le même député qui avait raconté avoir vu un écriteau à bord d'un vol d'Air Canada, sur lequel il était écrit : « SVP ne pas fumer les toilettes ».

Le commissaire s'est par ailleurs dit préoccupé par le dossier des services bilingues à Air Canada. Le passage du temps risque de rendre impossible l'engagement du gouvernement à l'égard des acquis linguistiques du public et des employés. Il a demandé au gouvernement un projet de loi visant la protection de ces acquis, trois tentatives précédentes ayant échoué depuis 2004. « La situation est critique, car la structure organisationnelle d'Air Canada continue d'évoluer », a-t-il dit.

CHRONIQUE

MARIO BOULIANNE

mboulianne@ledroit.com



À SURVEILLER : Une activité de financement organisée par le Club Optimiste d'Embrun aura lieu demain, dès 20 h 30, au centre récréatif d'Embrun. La soirée dansante rendra hommage aux rythmes disco et rock des années 70. Pour information, composez le 613-294-8853.

Huit femmes feront tomber les tabous

Les tabous vont en prendre pour leur rhume.

C'est du moins ce que promet un groupe de femmes qui monteront sur scène lors de la 14e édition du spectacle *8F8M*, présenté à la salle Jean-Després de la Maison du citoyen, les 7 et 8 mars.

Ce spectacle multidisciplinaire, présenté dans le cadre de la Journée internationale des femmes, est l'occasion de se pencher sur diverses thématiques qui touchent directement les femmes.

Parmi les thèmes abordés, on retrouve ceux de la banalisation de la violence et du sexe, de la dégradation des rapports humains et de la place des femmes en politique.

Et une fois de plus, *8F8M* pro-

met de nous en mettre plein les yeux et les oreilles, car les artistes ont choisi d'aborder le thème très délicat et même périlleux qu'est celui de l'amour charnel dans ses formes les plus tendres comme les plus crues.

8F8M nous transportera donc dans l'univers interdit des femmes de joie. Avec elles, nous redécouvrirons les plaisirs des sens par le biais des voix de Louise Poirier, de Claire Duguay et d'Andrée Poirier, de la basse de Carina Mach, de la poésie slam de Marjolaine Beauchamp, de la batterie de Mary Gellner et des vents du Embrass Section.

«Tout est mis en œuvre dans le but de sublimer les frustrations de la gent féminine et de

remettre en question l'ordre établi, confiait une des conceptrices du spectacle, Louise Poirier. De sexe, on en parlera, on en rira et on en pavoisera sans doute un peu aussi.»

J'avoue que je ne sais trop comment aborder ce spectacle. En vérité, je crois qu'il ne faut justement pas avoir d'idée préconçue. Mais je sais une chose par contre. C'est que ce spectacle sera un moment fort de notre saison culturelle.

Les billets sont en vente au Centre culturel du Vieux-Aylmer, au Théâtre de l'Île, à la billetterie de la salle Jean-Després ainsi que le soir du spectacle, à la porte.

Il est également possible de se procurer des billets en composant le 819-243-8000.



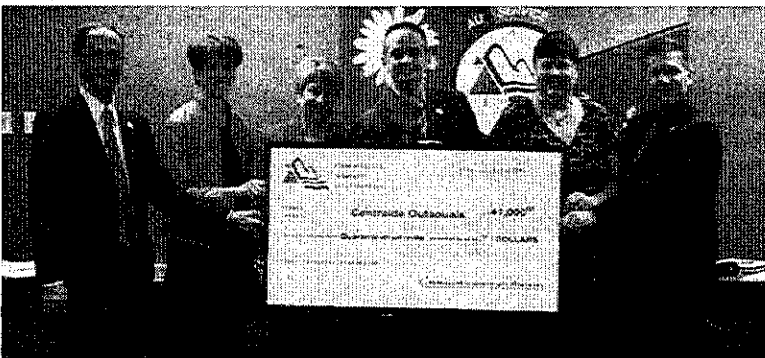
ARCHIVES, LeDroit
Carina Mach, Andrée Poirier, Emmanuelle Caplette (qui ne fait pas partie de l'édition 2009), Louise Poirier et Claire Duguay, avaient présenté ce spectacle l'an dernier.

EN BREF



Dénouement heureux

L'an dernier, une famille gatineoise a vécu un véritable drame alors qu'une des leurs a été retournée dans son pays d'origine à la suite d'une disposition de la Loi sur la citoyenneté et l'immigration du Canada. La famille de Suzanne Martel a donc vu Dunia, l'épouse de son fils, ainsi que le petit Charles-Antoine partir pour le Costa Rica. Après un combat qui aura duré neuf mois, les efforts de la famille conjugués à ceux du député fédéral Marcel Proulx ont porté fruit. La petite famille a été réunie à nouveau et tous les membres ont fêté cette fin heureuse dans un restaurant de Gatineau. Voilà une belle histoire qui confirme que le courage et l'amour ont souvent raison d'une bureaucratie inhumaine. Sur la photo, toute la famille Martel entoure Dunia, maintenant résidente permanente, et le petit Charles-Antoine.



Une belle somme

Un chèque au montant de 41 000 \$, représentant la contribution des employés de la Commission scolaire des Draveurs, a été remis à Centraide Outaouais. L'objectif de 35 000 \$ aura été dépassé par plus de 17 %. Sur la photo, François Jetté, directeur général, Julie Laberge, directrice générale adjointe, Guylaine Beaulieu, directrice générale de Centraide Outaouais, Julien Croteau, coordonnateur de la campagne, Mireille Lavictoire et Denis St-Onge, de la Commission scolaire.

Fans de Halo

Le premier tournoi de *Zone Level Up* a eu lieu samedi dernier au Campus Gabrielle-Roy du Cégep de l'Outaouais. Ce premier événement mettait en vedette le populaire jeu de *Halo 3* et le tournoi a attiré douze équipes de quatre joueurs en provenance de l'Outaouais, de même que quelques jeunes de Montréal.

L'équipe championne, *Mind Games*, a mérité un prix de 500 \$ en argent. Les équipes qui ont terminé en deuxième et troisième positions ont remporté respectivement 300 \$ et 140 \$ en chèque cadeau Best Buy.

Le joueur par excellence du tournoi fut *Silence*.

Le prochain événement aura lieu le 28 mars, au Campus Gabrielle-Roy du Cégep de l'Outaouais.

Pour l'occasion, on présentera un tournoi de *Guitar Hero 3*. Pour plus d'information, consultez le site www.zonelevelup.com

Marcel se raconte

Après être passé, il y a quelques années, par une période plus difficile, le comédien Marcel Leboeuf, qu'on peut voir la semaine dans la série télévisée *Virginie*, partage maintenant sa passion avec tous ceux et celles qui veulent l'entendre raconter ce qui lui donne maintenant goût à la vie.

Il offrira une conférence, le lundi 9 mars à 19 h 30, à la salle Jean-Després de la Maison du citoyen.

Cette conférence intitulée *La passion selon Marcel* s'adresse à tout le monde. Par cet objet théâtral, Marcel exploite à fond son talent indéniable de conteur et d'homme de théâtre.

Cette conférence est organisée par les BRASseurs d'activités



Une bourse pour des étudiants émérites

La Bourse Denis-J-Leguerrier est une initiative de la Caisse de Hull ayant pour but d'honorer un ancien directeur général de l'institution, Denis J. Leguerrier. La bourse a été offerte dans un premier temps aux étudiants du domaine de la santé mais, en tant que coopérative financière, la Caisse de Hull ouvre maintenant la porte aux étudiants des sciences administratives et financières qui sont membres de la Caisse de Hull. Cette année, deux bourses de 5000 \$ sont offertes pour aider un étudiant des sciences de la santé et un autre des sciences de l'administration et des finances. De plus, le candidat retenu pour le profil administratif et financier deviendra éligible pour compléter un stage au sein de l'institution financière. Janie Desrochers et Andréa Poirier-Boucher ont donc été sélectionnées pour recevoir les deux bourses. Sur la photo, Guy Lecavalier, président de la caisse, et Émile Demers, administrateur, entourent Janie Desrochers.

et d'autres bénévoles du Bureau régional d'action sida (BRAS). Le groupe des BRASseurs d'activités est composé de personnes vivant avec le VIH/sida et qui organisent des activités sociales et d'information pour leurs pairs.

Leur objectif est d'apporter du soutien moral aux personnes vivant avec le VIH/sida ou d'autres difficultés en même temps que de réaliser un peu de profits pour la poursuite des activités de l'organisation.

Les billets sont disponibles dès maintenant.

Pour en savoir plus, composez

le 819-776-2727 ou visitez le site www.lebras.qc.ca.

Une élève dure à battre

Pour la deuxième fois seulement dans l'histoire du concours d'épellation anglophone *Canwest Canspell*, une élève d'une école francophone de Gatineau participera à la finale régionale.

L'événement, qui se tiendra le 8 mars au Musée des beaux-arts du Canada, verra Sophia Lebeau se présenter sur la scène en compagnie des 50 finalistes régionaux.

Sophia fréquente le Collège St-Joseph de Hull.

canoe network ... cnews



February 27, 2009

On the lookout for cyberbullies

By **DONNA CASEY**, SUN MEDIA

Sending an anonymous nasty e-mail to your class about a schoolmate or uploading embarrassing photos of him on YouTube -- it's all in fun, right?

Far from it, say experts, who add both parents and kids need to see cyberbullying as a serious and dangerous threat among children.

This morning, students at Farley Mowat Public School will get the latest instalment of a comic book series that tells kids they should do the right thing -- even if the bullying isn't happening in the schoolyard.

CREATIVE BULLYING

The launch of the third instalment of *The MISadventures of Bully-Boy and Gossip Girl*, authored by Ottawa native Brett Popplewell and Lee H. Wilson, tackles how intimidation, goading and fear have shifted into the cybersphere for kids.

"We want to create a culture where there are no bystanders," said Popplewell, a Toronto journalist and former student at Merivale High School.

The series, targeted at Grade 4 to 8, raises questions for kids about online taunts and intimidation of peers, actions that can have devastating effects.

There's a "horrific creativity" to cyberbullying among children, said Dr. Neil Gottheil, psychologist at CHEO's adolescent inpatient mental health unit.

Many parents are out of their depth with their kids's ease of navigating social networking sites such as MSN Messenger or YouTube, said Gottheil, who will discuss the topic at an information meeting at Hillcrest High School at 7 p.m. Monday.

And that ignorance lets children take bullying to a frightening new realm with few consequences, Gottheil said.

"Before you would bully someone at school, but now you can bully anywhere, anytime," said Gottheil.

And unlike schoolyard dustups where a bully stops once the victim starts to cry, a cyberbully sets off an attack that can continue indefinitely, Gottheil said.

Studies estimate between 6% and 9% of children are cyberbullied on a regular basis.

He suggests parents see their kids' Facebook profiles.

"Your best bet is to build a relationship," said Gottheil.

DONNA.CASEY@SUNMEDIA.CA